



Commune de Clairmarais

### Délibération n° 2013-17

## **SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE – TRAME VERTE ET BLEUE DU NORD/PAS DE CALAIS**

L'an deux mil treize, le treize juin, le conseil municipal de Clairmarais s'est réuni en séance ordinaire, à la mairie «salle des réunions», sous la présidence de Monsieur Damien MOREL, maire, en suite des convocations adressées au domicile des conseillers municipaux, le six juin.

	Membres élus	
<b>Présents</b>	<p>MOREL Damien, Maire EVERAERE Olivier, Deuxième Maire Adjoint LENGAGNE Karine, Troisième Maire Adjointe DEVISSCHER Monique, Conseillère Municipale PREVOST Patrick, Conseiller Municipal LETELLIER Casimir, Conseiller Municipal</p>	<p>CORNUAU Marie-Paule, Conseillère Municipale LAVISSE DELHAYE Delphine, Conseillère Municipale TAVERNIER TRACHE Christine, Conseillère Municipale FLAJOLET Francis, Conseiller Municipal DERUDDER Sandrine, Conseillère Municipale</p>
<b>Excusés</b>	<p>Monsieur Jean-Luc ANSELLE, Premier Maire Adjoint, donne pouvoir à Damien Morel Monsieur Marc Legrand, conseiller Municipal Madame Aurélie Heden, conseillère municipale</p>	
<b>Absents</b>		

- Vu l'avis favorable de la commission en date du 13 juin 2013,

REÇU EN SOUS-PRÉFECTURE  
DE SAINT-OMER, le

Monsieur le maire expose

18 JUIN 2013

Conformément aux dispositions des lois Grenelle 1 et 2, la région Nord/Pas-de-Calais et l'état ont engagé depuis 2011 la démarche de l'élaboration du Schéma Régional de Cohérence Ecologique – Trame Verte et Bleue (SRCE-TVb).

Depuis le 29 mars dernier (date de réception courrier du préfet de région), le projet de SRCE-TVb est dans sa phase de consultation pour une durée de 3 mois. (cf. <http://www.srce-tvb-npdc.fr> )

Conformément à l'article 371-3 du code de l'environnement, la commune doit émettre un avis sur le projet SRCE-TVb.

### **POURQUOI UN SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE TRAME VERTE ET BLEUE ?**

La dégradation des milieux naturels, leur fragmentation et leur artificialisation entraîne une perte massive de biodiversité. Un ensemble de dispositifs existe au service de la protection de la bio diversification : les parcs régionaux, les réserves naturelles, les arrêtés de protection de biotope, réseau Natura 2000, les plans nationaux d'actions en faveur des espèces menacées...

Ces politiques de préservation fondées sur la connaissance et la protection d'espèces et d'espaces remarquables se sont avérées indispensables pour préserver la biodiversité.

Cependant, afin de ne pas les limiter à la seule création d'îlots de nature préservés, isolés les uns des autres dans des territoires de plus en plus artificialisés, la notion de trame verte et bleue prend également en compte le fonctionnement écologique des espaces et des espèces dans l'aménagement du territoire devenu hautement indispensable à la protection de la biodiversité.

## **QU'EST-CE QU'UNE TRAME VERTE ET BLEUE ?**

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, la loi Grenelle II, précise les objectifs de la trame verte et bleue :

« Enrayer la perte de la biodiversité en participant à la préservation de la gestion et la remise en bon état des milieux nécessaire aux continuités écologiques tout en prenant en compte des activités humaines notamment agricoles en milieu rural »

Par définition (art R 371-16 code l'environnement), la trame verte et bleue est un réseau écologique formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques. Elle constitue un outil d'aménagement durable du territoire.

Les continuités écologiques constituant la trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversités et des corridors écologiques.

Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante. Ce sont des espaces abritant des noyaux de population d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou susceptibles d'en accueillir de nouvelles.

Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.

## **COMMENT S'ARTICULE LE SRCE-TV B AVEC LES POLITIQUES ET DOCUMENTS D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ?**

La trame verte et bleue est définie sur trois niveaux :

- les orientations nationales pour la préservation et la mise en bon état des continuités écologiques adoptées par décret en conseil d'état ;
- le SRCE-TV B qui doit prendre en compte les orientations nationales ;
- la mise en œuvre locale dans les documents de planifications et les projets de l'état et des collectivités par une prise en compte du SRCE-TV B.

Le SRCE-TV B est un document qui doit être pris en compte dans les documents de planification. Réglementairement, le SCOT et le PLUI doivent prendre en compte les dispositions du SRCE-TV B (il ne s'agit pas d'une relation de compatibilité) et devront ainsi s'assurer de l'impact qu'aura un projet sur la continuité écologique identifiée dans le SRCE-TV B.

Au niveau local, la Communauté d'Agglomération de Saint-Omer s'est inscrite dans la démarche volontaire de l'élaboration d'une trame verte et bleue à l'échelle du pays de Saint-Omer. Cette démarche menée depuis 2011 vise à décliner le SRCE-TBV aux particularités du territoire. A ce jour, après une phase importante de concertation avec l'ensemble des acteurs, cette démarche est en cours de finalisation.

D'ailleurs, « l'avis des pays » et notamment celui de Saint-Omer est également sollicité.

Compte tenu de ce qui précède et en accord avec les membres de la commission, le conseil municipal émet un avis favorable, à l'unanimité soit 12 voix (dont un pouvoir), au schéma régional de cohérence écologique trame verte et bleue tenant compte des réserves émises ci-après.

### Réserves

Le cadre réglementaire ne doit pas à terme limiter :

- l'indispensable activité agricole raisonnée et les aménagements associés sur le territoire communal
- les aménagements d'intérêt communal et/ou communautaire

La concertation avec les acteurs locaux est indispensable, le pragmatisme devant prévaloir.

Le monde agricole s'est exprimé par la chambre d'agriculture (courrier sur le Schéma Régional de Cohérence Ecologique en date du 4 avril 2013), nous partageons totalement les préoccupations mises en avant et notamment le fait que l'agriculture est un acteur indispensable au développement du territoire.

Délibération rendue exécutoire par  
publication et/ou notification à compter du

Le Maire



Fait à Clairmarais

Le Maire

REÇU EN SOUS-PRÉFECTURE  
DE SAINT-OMER, le

18 JUIN 2013

